MOVIMENTO EUROPEO
CONSIGLIO ITALIANO

IL PRESIDENTE

LE FRAGILE BATEAU DU NOUVEL EXÉCUTIF EUROPÉEN PART SANS BOUSSOLE

Ursula von der Leyen part avec son équipage pour un voyage de cinq ans. Mais son bateau quitte le port bien plus fragile que celui avec lequel elle a mis les voiles pour la première fois en novembre 2019.

Il est beaucoup plus fragile parce que le consensus des députés européens dont dépendent 50 % de son accountability s'est évaporé avec une fragmentation qui a affecté tous les groupes politiques de sa majorité, qui - avec quelques changements nationaux significatifs - était la même qui donnait confiance à son exécutif il y a cinq ans : les populaires, les sociaux-démocrates, les libéraux et une partie des conservateurs qui, en 2019, appartenaient au PiS polonais et maintenant aux Meloniens de Fratelli d'Italia.

En 2019, la grande majorité des Verts s'est abstenue malgré la priorité du Green Deal européen : un projet qui n'était pas une misérable invention idéologique du vice-président néerlandais Frans Timmermans, mais la réponse européenne aux objectifs de développement durable et la boussole pour la réalisation de l'Agenda 2030 de l'ONU.

L'engagement en faveur de la transition écologique avait d'ailleurs poussé les Cinq étoiles à soutenir Ursula von der Leyen en juillet 2019, avec le vote astucieux de Giuseppe Conte en sa faveur au Conseil européen, et à confirmer ce soutien au Parlement européen également grâce à la rupture avec la Lega de Salvini et à la nomination de Paolo Gentiloni avec un portefeuille de poids qu'il a utilisé avec détermination et professionnalisme dans l'intérêt européen qui coïncidait naturellement avec l'intérêt italien.

En novembre 2019, le bateau d'Ursula von der Leyen était ainsi soutenu par 463 parlementaires sur 705 membres de l'Assemblée. Mais après cinq ans, les étranges logiques européennes ont ramené le consensus à 370 voix sur 720 membres de l'Assemblée avec des désaccords flagrants entre les Populaires, les Sociaux-démocrates, les Conservateurs et les Verts divisés en deux pour des raisons plus nationales qu'européennes.

Des deux côtés du spectre, il convient de souligner la cohérence européenne des libéraux tous pour, avec six abstentions, et la compacité hostile des patriotes d'Orban et des souverainistes allemands de l'AFD, à laquelle s'ajoute le vote contre de toutes les gauches.

Mathématiquement, on peut débattre de la question de savoir si les 27 votes des Verts ou les 33 voix des conservateurs ont été décisifs. Mais il est clair que la majorité simple de 25 voix et la majorité absolue (non nécessaire) de 9 voix sont dues à la convergence sans précédent entre les Verts et les Conservateurs, qui a compensé les 38 dissidents ECR, 27 PPE, 25 S&D et 18 Verts, les 36 abstentions et les 32 absents.

On sait aussi que, contrairement à ce qui s'est passé de 2004 à 2019 où un exercice sérieux d'audition des candidats-commissaires a contraint les présidents désignés (Barroso, Juncker et Von der Leyen) et les gouvernements à en changer huit, ces derniers ont cette fois-ci fait peser le poids de leur pouvoir, qui vaut plus de 50%, pour éviter que des incidents politiques ne provoquent une crise institutionnelle difficile à gérer à deux mois de l'investiture de Donald Trump à la Maison Blanche et alors que deux guerres sont à nos frontières.

Le deuxième bateau d'Ursula von der Leyen est cependant dramatiquement fragile, surtout parce que la boussole qui la guidera au cours des cinq prochaines années dans un parcours européen secoué, d'une part, par les incertitudes gouvernementales et leurs divisions avec la multiplication des coalitions influencées par les pulsions nationalistes, et, d'autre part, par l'extrême variabilité des alliances ponctuelles au Parlement européen, n'est pas claire. Ces alliances risquent de conduire l'Assemblée à s'inféoder au Conseil et au Conseil européen, défaisant la dynamique institutionnelle où, année après année, les petits pas des gouvernements étaient contrés par l'ambition européenne du Parlement européen et l'équidistance des Commissions européennes.

La boussole n'est pas claire en ce qui concerne la double transition écologique et numérique, la mise en œuvre du Plan d'action sociale adopté à Porto en 2021, la dimension européenne de la politique industrielle - qui doit être cohérente avec les objectifs du développement durable et non fondée sur une économie de guerre -, une politique de cohésion renouvelée et renforcée dans une logique de lutte européenne contre les inégalités, une politique migratoire commune qui accompagne le respect des valeurs européennes avec les besoins économiques des sociétés en déclin démographique, un plan de coopération avec le Sud Global - sachant qu'il sera utile à la réalisation de notre autonomie stratégique -, une politique étrangère et de sécurité qui soit le cadre dans lequel placer la dimension de défense au service de la paix.

Pour que le chemin tracé par la boussole soit clair, la Commission européenne doit présenter un projet ambitieux de cadre financier quinquennal de 2028 à 2032 qui garantisse le soutien et la valorisation des biens publics européens, fondé sur de

véritables ressources propres et une nouvelle dette publique européenne, agissant en étroite coopération avec le Parlement européen et les parlements nationaux, imaginant des formes innovantes de démocratie participative et délibérative et l'ouverture d'un processus constituant pour dépasser le Traité de Lisbonne avant l'élargissement aux pays candidats.

Pour ne pas laisser la Commission européenne seule dans un vide institutionnel, les députés des groupes d'inspiration progressiste devraient reprendre l'idée d'une résolution politique programmatique à présenter à l'Assemblée lors de la session de janvier 2025, sachant que la « politique des deux fours » supportée par Manfred Weber, faite d'alliances variables qui réduisent à néant le cordon sanitaire, peut fonctionner ponctuellement mais est incapable de créer les conditions d'une coalition de centre-droit associant patriotes, souverainistes et conservateurs.

Bruxelles, le 1er décembre 2024

Pier Virgilio Dastoli